

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1057^e
SÉANCE

Jeudi 3 novembre 1966,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 45 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)</i>	225
<i>Point 53 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Année internationale du tourisme (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i>	227

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite*) [A/5803, chap. III, sect. V; A/6430, E/3840, A/C.2/L.870 et Corr.1 et Add.1 et 2, A/C.2/L.871, A/C.2/L.873/Rev.1, A/C.2/L.874/Rev.1, A/C.2/L.875, A/C.2/L.876, A/C.2/L.880]

1. M. DE GRAUW (Belgique) estime qu'un accord sur certains principes juridiques existe entre toutes les délégations. Le droit de souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles n'est contesté par personne. Ce droit a déjà été proclamé par le passé, notamment lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale [résolution 1803 (XVII)], et réapparaît encore aujourd'hui dans le projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui vient d'être examiné par la Troisième Commission.

2. Un des enseignements de l'histoire des droits individuels au XIX^e siècle est que l'émancipation politique des hommes n'atteint son plein épanouissement que lorsqu'elle est complétée par l'instauration d'une démocratie économique permettant à l'individu de jouer en toute indépendance son rôle de citoyen. Il en va de même aujourd'hui des jeunes nations qui considèrent que le plein exercice de leurs droits économiques souverains est la garantie de leur indépendance politique. Il ne saurait y avoir à cet égard d'antinomie entre la souveraineté d'un pays sur ses ressources naturelles et la collaboration avec d'autres pays pour autant que cette collaboration obéit à des règles équitables. En d'autres termes, il convient de rechercher avec réalisme un équilibre rationnel des droits et des devoirs de chacun.

3. Une collaboration bien comprise entre pays possesseurs de richesses naturelles, d'une part, et fournisseurs de capitaux privés ou publics, d'autre part, repose sur plusieurs éléments essentiels tels que la

confiance réciproque dans le respect des accords conclus et la nécessité d'assurer une répartition équitable des avantages découlant de cette collaboration. Or, le texte du projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.870 et Corr.1 et Add.1 et 2) omet des principes qui paraissent extrêmement importants. Ainsi, il ne contient aucune allusion au respect des conventions librement conclues entre Etats et entre particuliers. La notion de la garantie des capitaux étrangers investis n'y apparaît pas davantage. D'autre part, la rédaction de certains paragraphes, en particulier des paragraphes 3 et 4 du dispositif, n'est pas satisfaisante. La délégation belge a d'ailleurs été frappée par les interventions de plusieurs représentants de pays en voie de développement qui ont suggéré des modifications tendant à mieux équilibrer le projet. Elle a appris avec satisfaction que les auteurs auraient accepté d'incorporer à leur texte l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.871 qui améliorerait sensiblement le préambule. Le projet à l'étude demande implicitement une intensification du courant des capitaux publics. Or, les pays qui apportent aux pays en voie de développement la plupart de ces capitaux sont des pays à économie mixte où le secteur privé joue un rôle important, et il se pourrait que les mesures de nature à décourager le mouvement des investissements privés mettent en fin de compte en danger le courant des capitaux publics.

4. La Belgique, comme plusieurs autres pays occidentaux, n'a pas hésité à recourir dans le passé à la collaboration de techniciens et de capitaux étrangers. Cette collaboration s'est révélée fructueuse lorsqu'elle a été réalisée sur des bases morales et financières équitables. A une époque plus récente, dans le cadre de sa politique de relance économique, la Belgique a vu s'établir sur son territoire de nombreuses entreprises étrangères ou mixtes dont l'implantation a souvent comporté un apport technologique utile. Elle a donc acquis en la matière une expérience considérable et c'est une raison de plus pour la délégation belge de souligner qu'il importe de n'adopter dans ce domaine que des résolutions mûrement réfléchies tenant compte des réalités économiques d'un monde où les échanges technologiques sont appelés à jouer un rôle de plus en plus déterminant.

5. La Belgique a, d'autre part, acquis au fil des années une expérience très large des placements à l'étranger. Les placements belges dans la République démocratique du Congo en sont un exemple. En 1960, le Congo disposait d'une infrastructure remarquable et très équilibrée. Son secteur industriel important et déjà fortement diversifié permettait de traiter sur place de nombreux produits avant leur exportation. Une part considérable des biens de consommation

*Reprise des débats de la 1055^e séance.

était produite dans le pays même. Aujourd'hui, la République démocratique du Congo dispose de participations majoritaires ou déterminantes dans toutes les grandes sociétés opérant dans son pays. Il va de soi que le Gouvernement congolais est soucieux à présent de diriger la vie économique de son pays. Le Gouvernement belge est pour sa part persuadé que des contacts suivis et confiants permettront d'harmoniser les vues de chacun et de réaliser une coopération fructueuse pour le grand bénéfice du développement économique du Congo.

6. Par son aide financière, ses investissements privés, son apport en conseillers techniques, la Belgique fournit un effort de coopération et d'assistance qui, en valeur relative, est égalé par peu de pays. Elle a contribué à l'édification dans le monde entier d'installations hydro-électriques, d'usines de produits chimiques, de sucreries et de bien d'autres entreprises. Sa contribution à l'industrialisation de nombreux pays en voie de développement a été et continue d'être réelle et constructive. Bien que, pour des raisons historiques, une part importante de l'effort belge soit encore concentrée sur le Congo, le Rwanda et le Burundi, la Belgique a la ferme intention d'étendre sa coopération à un nombre de pays sans cesse plus élevé.

7. M. OKWENJE (Ouganda) rappelle que le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a été affirmé par l'Assemblée générale dans ses résolutions 1515 (XV) et 1803 (XVII). Dès lors on voit mal pourquoi certaines délégations répugnent à ce qu'il soit incorporé dans le dispositif du projet de résolution dont est saisie la Commission. L'exercice de cette souveraineté n'est en rien incompatible avec la participation étrangère à l'exploitation et à la commercialisation des ressources naturelles des pays du tiers monde.

8. L'Ouganda reconnaît le rôle important qu'ont joué et que continueront à jouer les capitaux étrangers dans son économie. Les deux cinquièmes des fonds consacrés, dans le cadre de son premier plan quinquennal, à la mise en valeur de ses ressources naturelles étaient d'origine étrangère et l'objectif fixé dans ce domaine pour le deuxième plan est beaucoup plus élevé. Le Gouvernement ougandais a promulgué une charte de l'industrie qui régit la participation étrangère au développement économique du pays. Elle s'applique aux sociétés et aux particuliers agréés en vertu d'un accord fondé sur la charte. Le Gouvernement ougandais fournit aux entreprises agréées l'aide et l'appui nécessaires et évite toute mesure de nature à les placer dans une situation défavorable par rapport à leurs concurrents. En échange, les entreprises étrangères doivent, compte dûment tenu de leur structure et de leur gestion financière, s'engager à avoir des associés ou des actionnaires ougandais. Le gouvernement attend de chacune de ces entreprises qu'elle forme et emploie un nombre aussi élevé que possible d'Ougandais à tous les échelons. Outre la charte de l'industrie, les intérêts des investisseurs étrangers sont protégés par le Foreign Investments Act de 1964.

9. Tout en sollicitant la participation des capitaux étrangers à la mise en valeur de ses ressources et

en leur accordant la protection nécessaire, l'Ouganda n'ignore pas que se reposer plus que de raison sur l'aide étrangère n'est guère compatible avec l'exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. En effet, les priorités du développement économique dépendraient dans ce cas de celles des investisseurs étrangers.

10. La délégation ougandaise appuie par conséquent les amendements contenus dans les documents A/C.2/L.871 et A/C.2/L.874/Rev.1. En revanche, l'amendement soumis par les Etats-Unis (A/C.2/L.873/Rev.1) édulcorerait le projet de résolution et lui ferait manquer son but. M. Okwenje avoue ne pas comprendre pourquoi certains pays développés redoutent une participation accrue des pays en voie de développement à la gestion et aux bénéfices de l'exploitation de leurs ressources naturelles ainsi qu'à leur commercialisation alors que cette participation leur permettrait d'accélérer au maximum le taux de leur croissance économique.

11. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) rappelle que, de l'avis de sa délégation, certains passages du projet de résolution ne peuvent que décourager la participation des capitaux privés à la mise en valeur des ressources naturelles des pays en voie de développement. Les amendements présentés par les Etats-Unis permettent à cet égard d'améliorer sensiblement le texte du projet. Les amendements soumis par le Royaume-Uni (A/C.2/L.880) ont pour seul objectif de préciser que les pays en voie de développement possèdent déjà le droit inaliénable de choisir librement comment doivent être exploitées leurs ressources naturelles alors que les amendements des Etats-Unis semblent suggérer qu'ils ne le détiennent pas encore.

12. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) dit que tout pays indépendant est par définition souverain, c'est-à-dire qu'il possède la liberté de choix en matière de politique nationale. Certains pays ont plus de liberté de choix que d'autres comme, par exemple, en matière de commerce extérieur, ceux qui possèdent plus de devises étrangères que d'autres. Ainsi, la plupart des pays en voie de développement sont indépendants, c'est-à-dire qu'ils sont souverains, mais leur liberté de choix est limitée par leur manque de ressources.

13. Le projet de résolution vise essentiellement à définir les moyens de permettre aux pays en voie de développement d'atteindre un niveau de croissance qui leur permettra d'exercer plus largement leur liberté de choix. Le représentant de la Syrie espère que les auteurs du projet de résolution et des projets d'amendements parviendront à se mettre d'accord.

14. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) souligne que les amendements présentés par sa délégation dans le document A/C.2/L.873/Rev.1 ne diffèrent pas essentiellement de ceux qui étaient contenus dans le document A/C.2/L.873, sauf en ce qui concerne le paragraphe 4 du dispositif, où l'on s'est efforcé de revenir dans toute la mesure possible au texte original des auteurs et de préciser les points auxquels les Etats-Unis attachent le plus d'importance.

15. M. Roosevelt est heureux de l'atmosphère de bonne foi dans laquelle se déroulent les négociations, ainsi que des progrès réels accomplis et il espère que l'on parviendra à éliminer les divergences de

vues sur le paragraphe 4 et à dégager le consensus espéré.

16. M. RAPHAEL (Venezuela) dit que la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est d'une importance toute particulière pour son pays, dont le développement économique dépend de l'exploitation et de la commercialisation de ses ressources, et notamment du pétrole et du fer. Le Venezuela a acquis une grande expérience dans ce domaine et sa législation définit les normes et principes réglemant l'exercice de cette souveraineté permanente. Intimement lié à l'économie mondiale par son commerce extérieur et par les investissements privés étrangers, le Venezuela a, dès le début, mis en valeur son secteur économique essentiel, l'industrie pétrolière, avec l'aide de capitaux étrangers. D'abord faible, la participation nationale s'est accrue et atteint maintenant les deux tiers des bénéfices de l'industrie pétrolière. La rentabilité est suffisante pour intéresser les capitaux étrangers, qui jouissent au Venezuela de la liberté d'investissement et d'entreprise, dans le cadre de la loi, à condition de ne pas porter préjudice à la souveraineté permanente du pays. La participation effective de l'Etat dans les sociétés d'exploitation des ressources naturelles se fait sentir jusqu'au stade de la commercialisation. Dans le cas du pétrole, la Société vénézuélienne du pétrole est un organisme public qui s'occupe à la fois de la gestion directe et de l'association avec les sociétés privées dans le cadre de contrats de service.

17. Sur le plan international, le Venezuela est membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui a réussi à mettre de l'ordre dans le marché international du pétrole.

18. En ce qui concerne le projet de résolution, la délégation vénézuélienne considère comme très utile l'initiative tendant à donner une consécration internationale au principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, déclaration qui aura une haute valeur morale venant de l'ONU. Cette souveraineté est un droit inaliénable et imprescriptible de tout Etat, qui doit pouvoir décider librement, par sa législation interne, de l'usage qu'il fera de ses richesses naturelles. Mais il faut mettre en harmonie les principes et la pratique.

19. La délégation vénézuélienne votera pour le projet de résolution. Elle précisera ultérieurement sa position sur les divers amendements proposés.

20. M. M'BAYE (Guinée) trouve que la Deuxième Commission n'est pas le cadre approprié pour la discussion d'une question aussi importante que la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, qui touche aux bases philosophiques mêmes de l'ONU. Il ne faut pas confondre l'affirmation du principe de cette souveraineté et les conditions dans lesquelles les capitaux doivent s'investir. Chaque pays a sa législation à ce sujet. La délégation guinéenne se propose de voter pour le projet de résolution parce qu'elle y voit précisément une réaffirmation de ce

principe. Mais elle ne pense pas qu'il soit utile de prolonger le débat sur une question aussi fondamentale.

21. M. DELGADO (Sénégal) n'a pas cru utile de participer au débat sur le fond, désireux qu'il était de contribuer à assainir l'atmosphère et d'éviter une discussion idéologique. Il pense comme d'autres représentants que ce n'est pas le principe même qui est en cause, puisque la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est un droit naturel qui dérive de la souveraineté des Etats. C'est de l'exercice de ce droit naturel et de certains de ses aspects pratiques qu'il est question, et la délégation sénégalaise n'a pas de point de vue bien arrêté à ce sujet. Le Sénégal a promulgué un code d'investissements très libéral, qui définit les modalités d'investissement des capitaux étrangers et vise à encourager ceux-ci à se diriger vers les secteurs jugés utiles au pays, notamment vers les sociétés mixtes créées pour l'exécution de grands projets.

22. La délégation sénégalaise approuve dans l'ensemble le projet de résolution; elle n'a pas d'objection fondamentale à formuler au sujet des amendements proposés par les Etats-Unis, qui apportent une certaine souplesse au projet de résolution, à condition qu'il soit bien entendu que ce sont les pays intéressés qui gardent le droit de décider de l'utilisation de leurs ressources naturelles; et enfin, elle n'aura aucune difficulté à appuyer l'amendement présenté par la République démocratique du Congo. En ce qui concerne l'amendement présenté à la 1053ème séance par le représentant de Madagascar au nom de ses auteurs (A/C.2/L.875) et l'amendement des Philippines (A/C.2/L.876), M. Delgado estime que leurs dispositions ne rentrent pas dans le cadre de la résolution. A son avis, la coordination des divers services de l'Organisation des Nations Unies s'occupant des ressources naturelles devrait faire l'objet d'une résolution distincte. M. Delgado invite les auteurs de ces amendements à les retirer et propose la suppression du paragraphe 9 du dispositif.

23. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) dit que les auteurs du projet de résolution ont accepté les amendements proposés par sa délégation et par celle des Philippines, qui ne posent donc plus de problème.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale du tourisme (fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT
DE LA COMMISSION (A/C.2/L.878)

24. Le PRESIDENT propose à la Commission de passer à l'examen du projet de rapport sur l'Année internationale du tourisme (A/C.2/L.878).

Il en est ainsi décidé.

25. M. REISCH (Rapporteur) présente le projet de rapport sur l'Année internationale du tourisme.

Le projet de rapport (A/C.2/L.878) est adopté.

La séance est levée à 16 h 5.

